

Une forêt de solutions

au cœur des actions
de Greenpeace dans
les régions forestières
de la planète

Une forêt de solutions :

au cœur des actions de Greenpeace dans les régions forestières de la planète

Auteurs : Stephanie Goodwin

Révision: Richard Brooks, Catharine Grant, Shane Moffatt, Eduardo Sousa, Holly Postlethwaite

Traduction: Lou Lamontagne, Nicolas Mainville, Julie Roy

Publié par Greenpeace Canada

Mars 2014

ISBN 978-2-922216-08-0

GREENPEACE

Greenpeace est une organisation indépendante, pacifique et non partisane qui a pour but de dénoncer les atteintes à l'environnement et d'apporter des solutions à la protection de l'environnement et à la promotion de la paix. Fondée en 1971 à Vancouver, Greenpeace bénéficie du soutien de 2,9 millions de membres à travers le monde, dont près de 90 000 au Québec et au Canada, faisant d'elle la plus grande organisation indépendante du milieu environnemental.

www.greenpeace.ca

454 rue Laurier Est, 3e étage, Montréal, Québec, H2J 1E7

33 Cecil Street, Toronto, Ontario, M5T 1N1

1726 Commercial Drive, Vancouver, Colombie-Britannique, V5N 4A3

6238 104 Street NW, Edmonton, Alberta, T6H 2K9

1 800 320-7183

Crédits

Photo de couverture : Markus Mauthe/Greenpeace / Page 4 : Carte-Global Forest Watch / Page 6 : Carte-Global Forest Watch, Forêt-Markus Mauthe/Greenpeace / Page 7 : Accord de 2006 - Jeremiah Armstrong / Page 8 : Carte-Global Forest Watch, AV Terrace Bay-Andrew Male/Greenpeace / Page 9 : Forêt - Andrew Male/Greenpeace / Page 10 : Carte-Grand conseil des Cris, Tipi et aînés cris- Jérémie Legrain / Page 12 : Enfants en canoé - Will Rose/Greenpeace, Carte-Global Forest Watch, Oil Palm - John Novis/Greenpeace / Page 13 : Tigre-Paul Hilton/Greenpeace / Page 14 : Carte-Global Forest Watch, Soy Plantation - Karla Gachet Panos/Greenpeace / Page 15 : Moratoire sur le soja - Rodrigo Baleia/Greenpeace / Page 16 : Table ronde en 2008 sur la forêt du Grand Ours-Jens Wieting / Page 17 : Table ronde en 2013 sur la forêt du Grand Ours-Oliver Salge/Greenpeace / Page 18 : Arbres géants - Camille Eriksson, Coupes à blanc-Garth Lenz / Page 19 : piles de bois-Gordon Welters/Greenpeace / Page 20 : Bois certifié FSC - Paul Langrock / Page 21 : Embarcation des Premières Nations - Stephanie Goodwin/Greenpeace / Page 22 : Greenpeace en compagnie des leaders indigènes du Brésil - David Cleary

Table des matières

Introduction /p.4

Le rôle des grands acheteurs /p.5

Solutions pour les forêts /p.6

Des traîners qui font entrave /p.18

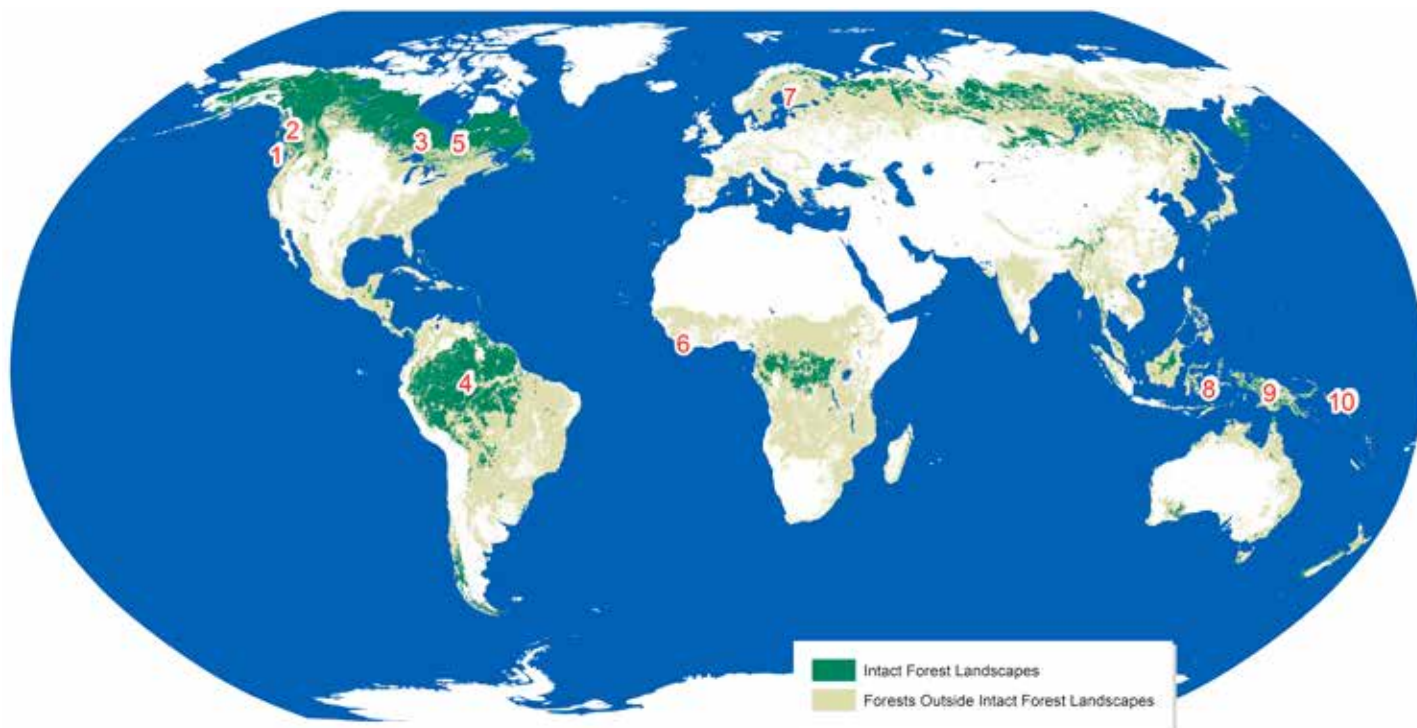
Conclusion /p.22

Notes de bas de page /p.23

Les solutions de Greenpeace pour les forêts

Le bulletin « Une forêt de solutions » offre aux acheteurs et à ceux qui investissent dans les sociétés canadiennes de produits forestiers un regard d'initié sur les collaborations de Greenpeace avec les compagnies forestières, qui font sur le terrain et de façon fiable des changements exigés et récompensés par le marché. Si vous souhaitez en savoir davantage sur les produits plus verts, si vous élaborez ou renforcez une politique d'approvisionnement ou si vous recherchez des solutions collaboratives en temps réel, cette publication vous présentera des exemples concrets de démarches qui favorisent la stabilité d'une entreprise et assurent une solide chaîne d'approvisionnement.

LES SUCCÈS DE GREENPEACE EN MATIÈRE DE FORÊT DANS LE MONDE



1. Clayoquot Sound : Greenpeace en collaboration avec lisaak Forest Resources
2. Forêt pluviale du Grand Ours : Greenpeace en collaboration avec Interfor, Western Forest Products, BC Timber Sales, Catalyst Paper, Howe Sound Pulp and Paper
3. Ogoki-Kenogami : Greenpeace en collaboration avec AV Terrace Bay
4. Forêt amazonienne : Greenpeace en collaboration avec l'Association brésilienne des industries d'huile végétale (ABIOVE), des partenaires de la société civile et d'organisations environnementales, le ministère brésilien de l'Environnement
5. Vallée de la Broadback : Greenpeace en collaboration avec les Premières Nations criées de Waswanipi
6. Libéria : Greenpeace en collaboration avec Golden Agri-Resources
7. Finlande : Greenpeace en collaboration avec les peuples originaires Sami
8. Indonésie : Greenpeace en collaboration avec Golden Agri-Resources
9. Papouasie-Nouvelle-Guinée : Greenpeace en collaboration avec la Fondation pour les populations et le développement des Communautés (FPCD) et le Forum éco-forestier de Papouasie Nouvelle-Guinée
10. Îles Salomon : Greenpeace en collaboration avec Village Eco-Timber Enterprises (VETE) et le Solomon Islands Development Trust (SIDT)

Le rôle des grands acheteurs dans la mise en place de solutions pour protéger les forêts menacées

La présence de forêts intactes est essentielle à la conservation de la biodiversité, à l'atténuation des changements climatiques et à l'adaptation à ceux-ci, ainsi qu'au maintien des services écologiques essentiels, comme la filtration de l'eau et de l'air¹. La bonne santé des forêts constitue un élément important quant à la résilience des communautés et génère des économies durables, notamment une source d'approvisionnement en produits forestiers durables. Vu qu'il ne reste sur la planète que 20 % des forêts d'origine, la protection de ces aires forestières en voie de disparition représente un défi environnemental pressant que nous devons relever².

Bien qu'il n'existe aucun modèle de protection des forêts offrant des résultats concrets pour tous les écosystèmes forestiers et pour tous les aspects de l'approvisionnement, il existe des modèles de collaboration réussie dans nombre de régions. Des partenariats menés par Greenpeace, comme l'Accord de la forêt du Grand Ours, le moratoire sur le soja dans le biome de l'Amazonie brésilienne et l'Accord Golden Agri-Resources en Indonésie, découlent des solutions durables pour la sauvegarde des forêts.

Les acheteurs de produits forestiers ont été et continuent d'être un élément clé de ces solutions et contribuent grandement à la mise en place d'un approvisionnement durable de produits forestiers issus de pratiques sans conflit.

Dans les efforts pour s'attaquer aux pressions qui pèsent sur les forêts menacées, Greenpeace invite les compagnies forestières et leurs clients à se doter d'un échéancier concret et à travailler de façon collaborative pour assurer leur protection tout en soutenant une approche axée sur le développement économique durable. Ce n'est qu'en travaillant ensemble que nous pouvons élaborer des solutions favorisant la conservation des forêts et les intérêts des communautés et du marché.

UNE VOIE VERS DES SOLUTIONS

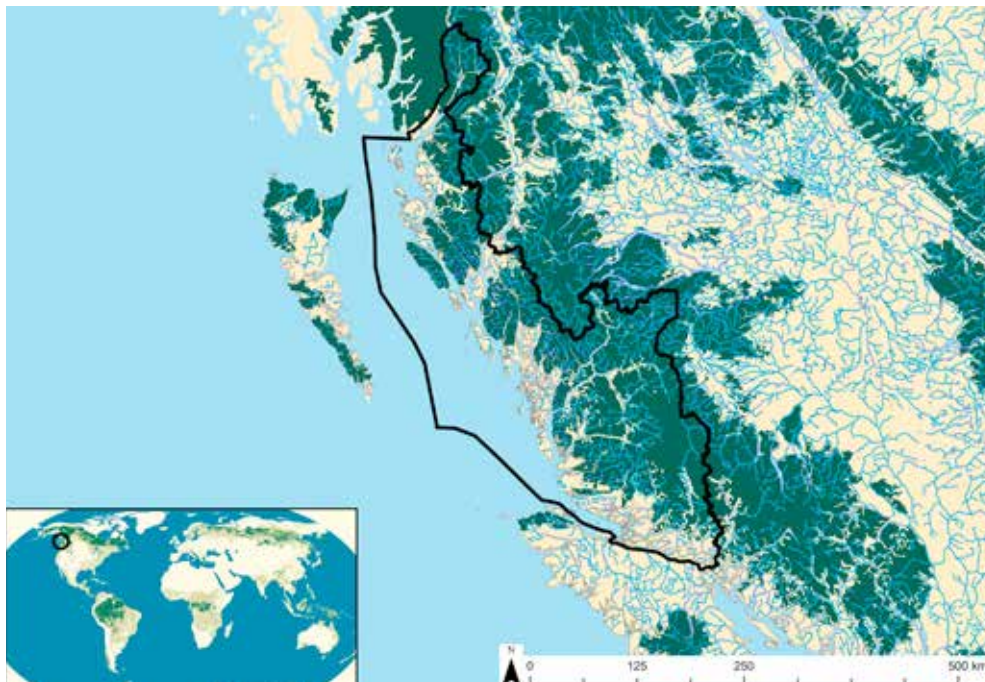
Greenpeace a établi des exigences minimales en matière de collaboration. Vu la disparition des espèces et les changements climatiques, il faut agir de toute urgence. Nous n'avons donc pas le temps de nous engager collectivement dans un processus qui ne génère pas de résultats significatifs et concrets. Nous exigeons, entre autres, des engagements mesurables et de la transparence, des plans de travail dynamiques et une collaboration active. Les mesures suivantes visant à mettre en place des solutions durables en matière de foresterie prévoient une flexibilité régionale et constituent ce que tout exploitant, selon nous, devrait souhaiter et être capable de mettre en œuvre³.

- Suspendre les activités d'exploitation dans les aires de forêts menacées pour élaborer un plan de conservation.
- Inviter les Premières Nations à soumettre des projets de conservation, reconnaître les Droits et Titres, respecter les droits au consentement reconnus par la communauté internationale.
- Collaborer avec les parties prenantes à la mise en œuvre de plans de conservation et de création d'aires protégées musclées qui assurera la résilience des écosystèmes selon des données scientifiques de pointe.
- Communiquer les plans et demander l'approbation des gouvernements autochtones et provinciaux.
- Mettre en œuvre sur le terrain les recommandations émises dans les plans.
- Assurer la mise en œuvre juridique des recommandations ainsi que des suivis FSC.

Étapes recommandées aux acheteurs

- 1**
Élaborez ou révisez la politique d'approvisionnement pour vous assurer qu'elle réponde aux normes écologiques, qu'elle respecte les droits et les titres des Autochtones et qu'elle soit assortie d'un échéancier et mesurable. Greenpeace possède une expertise qui peut vous aider si vous en êtes à l'étape de l'élaboration.
- 2**
Examinez votre chaîne d'approvisionnement pour déceler la présence de produits provenant de forêts menacées et autres produits exclus, et cessez de les acheter.
- 3**
Assurez-vous que les fournisseurs suspendent leurs opérations dans les aires de forêts menacées et mettent fin à leurs activités d'exploitation illégales.
- 4**
Confirmez à Greenpeace que les fournisseurs adopteront une planification axée sur la conservation qui prévoira la création d'un réseau exhaustif d'aires protégées et des pratiques de gestion responsables reposant sur des données scientifiques indépendantes.
- 5**
Si votre fournisseur ne respecte pas ces normes, faites affaire avec des entreprises plus responsables.
- 6**
Lorsque vos fournisseurs auront mis en place un plan de conservation, récompensez-les en renforçant vos relations d'affaires avec eux.

Sous les projecteurs : collaboration dans la forêt pluviale du Grand Ours, en Colombie-Britannique



C'est au Canada que s'étend la forêt pluviale du Grand Ours, un territoire de 6,4 millions d'hectares (15 millions d'acres). Cette forêt constitue l'une des plus grandes étendues toujours intactes de forêt pluviale tempérée de la planète. Une initiative assurant la conservation et le bien-être des communautés dans la région, qui porte le nom de l'Accord de la forêt du Grand Ours, est bien connue comme modèle mondial de solutions collaboratives à des conflits environnementaux.

Dans les années 1990, une exploitation destructrice et une industrie forestière peu sensible aux revendications ont entraîné des manifestations, des blocages de routes et des campagnes internationales ciblant les marchés. Ces actions ont fait en sorte que les plus importants acheteurs de bois et de papier ont annulé leurs contrats ou ont évité d'acheter des produits de la région. En 2000, le marché exprimait le désir de trouver des solutions et une coalition d'organisations environnementales, dont Greenpeace, ainsi qu'une alliance de compagnies forestières, se sont regroupées pour créer le Projet de solution concertée (PSC). Cette initiative avait pour but de travailler à l'élaboration de solutions de façon collaborative. Dans le cadre de ce projet, les compagnies forestières ont suspendu leurs activités d'exploitation dans 100 vallées peuplées de forêts pluviales clés encore intactes. De leur côté, les organisations environnementales ont suspendu leurs campagnes de boycott auprès des marchés pour permettre de mener des études scientifiques indépendantes et de mettre en place des solutions de planification multilatérale sur l'utilisation du territoire. Un processus

de collaboration visant à résoudre définitivement les conflits dans la région venait d'être amorcé.

Une équipe scientifique indépendante a effectué l'analyse la plus exhaustive faite à ce jour sur ces forêts d'importance mondiale. L'équipe a créé le Manuel de gestion écosystémique, qui guide la mise en œuvre des accords pour minimiser les risques d'atteintes écologiques à l'ensemble de la forêt (soit la conservation de 70 % de l'état naturel des forêts anciennes), et maximiser le bien-être des collectivités humaines⁴. Ce travail constitue un point tournant sur le plan mondial, surtout à cette échelle.

Le 7 février 2006, l'Accord de la forêt du Grand Ours a été annoncé au monde entier. Plus de deux millions d'hectares (cinq millions d'acres) de forêt, ce qui représente un tiers de la région, ont été protégés en permanence contre l'exploitation forestière industrielle, grâce à un ensemble d'aires juridiquement protégées et une réglementation. Les deux tiers restants ont été soumis à des pratiques forestières améliorées pour soutenir la création d'économies durables, selon les principes de l'aménagement écosystémique⁵. Cette nouvelle réglementation en matière d'exploitation forestière a permis de soustraire 50 % des aires naturelles de forêts anciennes aux activités de coupe. Il s'agit là d'une importante étape d'un processus qui vise à réduire au minimum le risque écologique infligé aux forêts de la région⁶. Aujourd'hui, environ 850 000 hectares (2,1 millions d'acres) de forêt sont certifiés FSC⁷.



De plus, 120 millions de dollars CAN ont été recueillis pour permettre aux communautés des Premières Nations de mettre en place des programmes de diversification économique durable et de gestion en conservation.

Les dernières étapes à franchir pour atteindre les objectifs initiaux de l'Accord en matière de conservation et de bien-être communautaire demeurent importantes. Plus précisément, les compagnies forestières et les organisations environnementales viennent de trouver un accord sur le protocole à suivre pour réduire le risque infligé aux forêts anciennes et assurer la conservation des espaces forestiers. C'est donc maintenant aux gouvernements d'appliquer ces recommandations au plus vite, en agissant sur le plan juridique pour apporter des changements à la réglementation régissant l'exploitation forestière. Néanmoins, la solution actuellement élaborée dans la forêt du Grand Ours constitue un modèle pour les autres régions forestières en conflit. Grâce à cette collaboration entre les différents acteurs, le marché mondial bénéficie présentement d'un approvisionnement en produits forestiers stable et libre de controverse.

Les acheteurs de produits provenant de cette région ont joué un rôle essentiel dans ces victoires en demandant, voire même en exigeant des changements. Un tel engagement continue à nourrir la volonté des parties prenantes à travailler conjointement et de façon collaborative avec les décideurs, une démarche qui dure depuis 12 ans.

Enjeux : Des activités forestières destructrices, des espèces en péril et des questions en suspens relatives aux Droits et Titres des Autochtones

Collaborateurs : Greenpeace, des partenaires œuvrant en environnement, Interfor, Western Forest Products, BC Timber Sales, Howe Sound Pulp and Paper, Catalyst Paper

Gouvernements : Les Premières Nations, le gouvernement de la Colombie-Britannique

Aire : 6,4 millions d'hectares (15,8 millions d'acres), forêt pluviale côtière

Solution : La mise en place d'aires juridiquement protégées et une meilleure réglementation fondée sur des données scientifiques indépendantes

Prochaine étape : Les gouvernements doivent modifier la réglementation relative à l'exploitation forestière de façon à augmenter le taux de conservation, présentement fixé à 50 %, et diminuer le risque écologique infligé aux écosystèmes pour faire en sorte qu'il soit peu élevé

Sous les projecteurs : collaboration dans la forêt menacée d'Ogoki-Kenogami, en Ontario

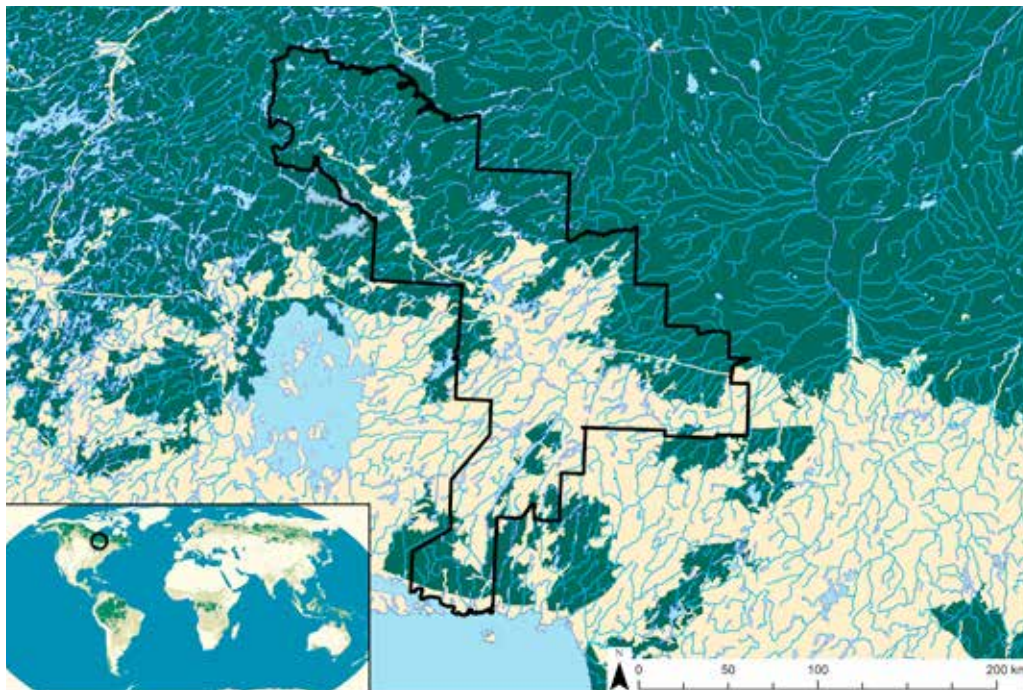
En Ontario, la forêt menacée d'Ogoki-Kenogami, qui couvre près de deux millions d'hectares (cinq millions d'acres), est située à l'extrémité nord des territoires forestiers aménagés. Cette forêt menacée a une très haute valeur pour la conservation pour les raisons suivantes : la présence de hardes de caribous, de carcajous et d'autres espèces menacées; le caractère intact des lieux, qui lui donne une importance à l'échelle pancanadienne; les taux élevés de carbone contenu dans le sol; la présence de nombreux milieux humides, rivières et lacs; et sa proximité à une aire protégée de superficie importante⁹.

Ces forêts alimentent l'usine de pâtes et papiers, récemment achetée par le fabricant de rayonne Grasim Industries (BB : 500300, BNY : GRASIM), une filiale de la multinationale Aditya Birla Group. Une nouvelle entreprise, AV Terrace Bay, a été créée pour gérer l'usine.

Au début de 2013, Greenpeace et AV Terrace Bay ont convenu de collaborer dans le but d'assurer une stabilité commerciale et de protéger les écosystèmes. Les partenaires élaborent présentement un plan de conservation pour les forêts d'Ogoki-Kenogami, avec pour objectifs :

- a. d'assurer l'intégrité écologique des forêts, y compris la protection des sites de haute valeur pour la conservation et le rétablissement du caribou.
- b. d'assurer un approvisionnement de bois durable, fiable et libre de conflit dans l'intention de soutenir le bien-être social et économique des communautés locales et d'AV Terrace Bay.

Lorsque parachevé, ce plan de conservation fera l'objet d'une recommandation auprès des gouvernements de l'Ontario et des Premières Nations en vue d'une mise en œuvre.



Cet exercice de planification est un effort proactif pour résoudre une controverse de longue date portant sur les pratiques forestières dans la région. Le projet prévoit offrir au marché et au public une stabilité en élaborant un ensemble de mesures de conservation qui recevra un large appui et qui pourra être mis en place par les instances de réglementation. Pendant la période de planification, l'entreprise s'engage à ne pas s'approvisionner en bois provenant d'aires forestières de haute valeur pour la conservation, et Greenpeace s'engage à informer le marché de cette collaboration et éviter de mener une campagne de boycott contre l'entreprise.

Les partenaires reconnaissent que les gouvernements sont responsables des décisions prises concernant l'utilisation du territoire et que les gouvernements des Premières Nations sont des décideurs sur leurs territoires traditionnels. Plusieurs de ces territoires appartenant à des communautés autochtones chevauchent la forêt menacée d'Ogoki-Kenogami mais les Premières Nations ont été historiquement exclues des prises de décisions dans ces régions. Avant septembre 2014, des plans de conservation précisant l'ultime autorité juridique seront élaborés et détermineront clairement les responsabilités sur le plan juridique. Selon ces plans, cette autorité sera partagée de façon collaborative entre les Premières Nations et le gouvernement de l'Ontario.

Enjeux : Une exploitation forestière non durable tout au long de l'histoire et l'exclusion des Premières Nations des prises de décisions sur leurs territoires traditionnels

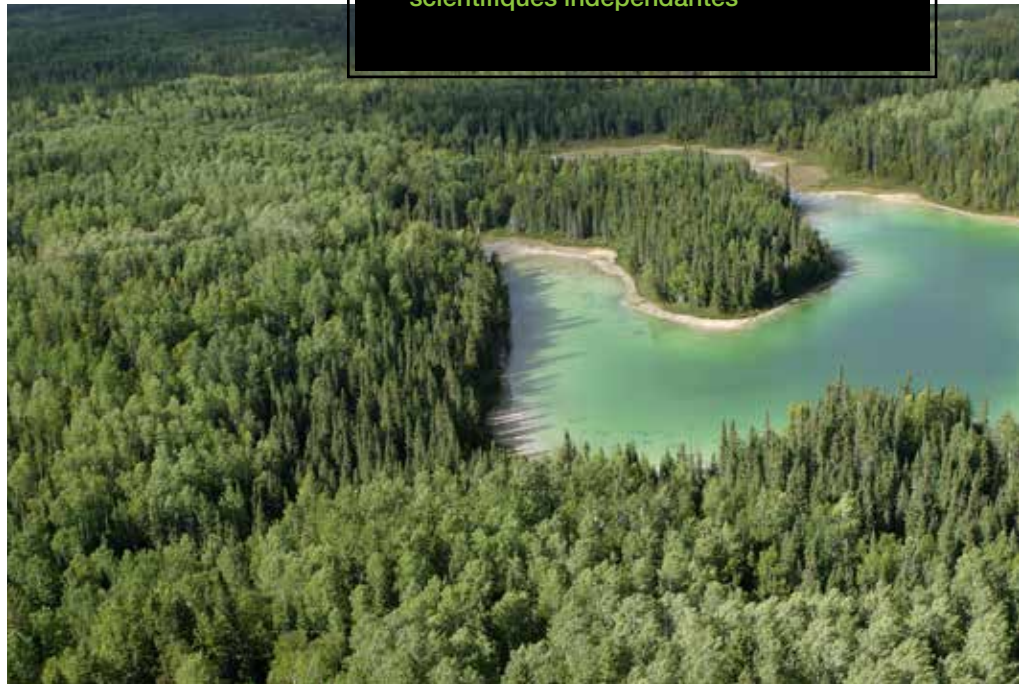
Collaborateurs : AV Terrace Bay (Aditya Birla) et Greenpeace

Gouvernements : Premières Nations, gouvernement de l'Ontario

Aire : 2 millions d'hectares (5 millions d'acres), forêt boréale

Solution : La mise en place d'un plan de conservation juridiquement mis en œuvre

Prochaine étape : La création d'un plan de conservation fondé sur des données scientifiques indépendantes

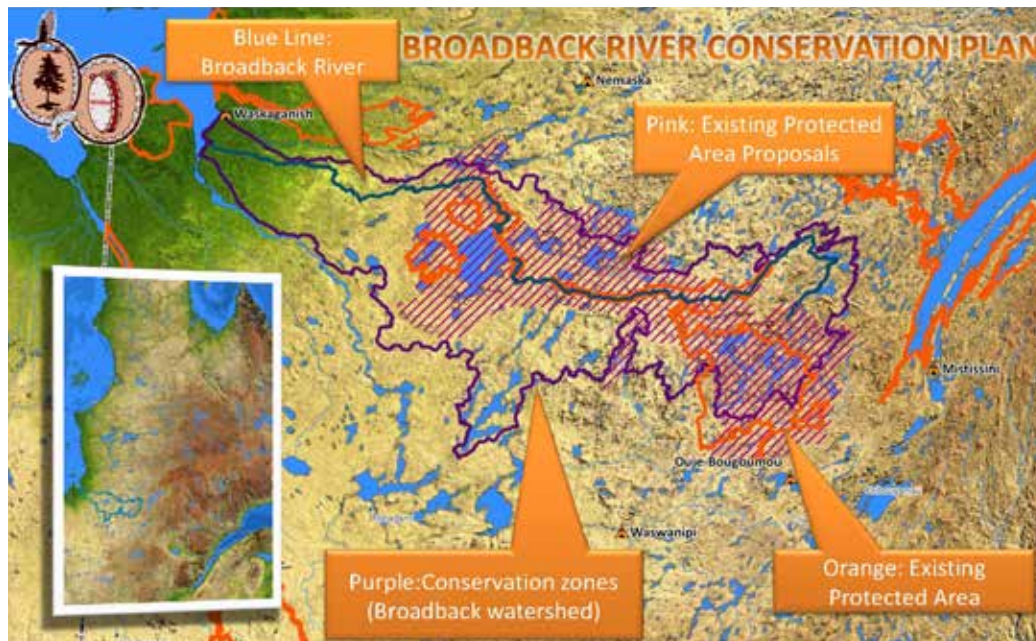


Sous les projecteurs : collaboration dans Mishigamish, la forêt menacée de la vallée Broadback, au Québec

Par Paul Gull, chef de la nation crie de Waswanipi, et Steven Blacksmith, directeur des ressources naturelles, nation crie de Waswanipi

Les sentiers de piégeage de la nation crie de Waswanipi sont situés dans le nord du Québec, au-dessus du 49^e parallèle. Ces terres ancestrales crient abritent des forêts qui comptent parmi les dernières forêts intactes et vierges de notre communauté et les derniers écosystèmes riches en biodiversité au Québec. Connue dans notre langue crie sous le nom de Mishigamish, qui signifie « vaste océan », cette masse terrestre, qui fait partie de la forêt menacée de la Vallée de la Broadback, a urgemment besoin d'être protégée en permanence.

culturelles. La protection de cette région garantit la santé et la sécurité de ces aires, précieuses en raison de leur biodiversité, tout en contribuant à la protection du mode de vie de la nation crie. Nous sommes fiers de notre langue, de nos pratiques culturelles et de notre territoire traditionnel, et nous faisons de constants efforts pour protéger cette terre dans tous les projets que nous entreprenons.



Avec l'assistance de Greenpeace, la nation crie de Waswanipi a demandé au gouvernement du Québec de freiner les activités qui détruisent ce bel espace et de protéger les espèces sauvages et la forêt ancienne restante. Ces efforts de conservation essentiels visent non seulement à protéger la faune pour sa valeur intrinsèque mais aussi à assurer la continuité des pratiques traditionnelles crient, comme la chasse, la pêche et le piégeage. Des maîtres-chasseurs crient (maîtres de trappe) continuent de vivre des ressources du territoire, qu'ils surveillent et protègent pour prévenir les pratiques commerciales destructrices. En tant qu'intendants de ces espaces, ils travaillent à leur sauvegarde et à la conservation des valeurs écologiques fauniques, selon des pratiques

Les terres crient sont déjà striées par des milliers de kilomètres de routes forestières, qui perturbent leurs milieux naturels. Ces routes ouvrent des accès et intensifient la présence des loups, prédateur naturel du caribou des bois, qui figure sur la liste des espèces « menacées » au Canada. Les coupes et l'exploitation forestière se rapprochent rapidement de Mishigamish et la Première Nation crie de Waswanipi ne veut pas que la forêt et la faune restantes soient davantage perturbées. Nous poursuivrons notre campagne et nos efforts pour trouver des solutions et protéger cette ressource.

Enjeux : L'exploitation forestière destructrice, un réseau de route

Leader : La nation crie de Waswanipi et le Grand conseil des Cris avec le support de Greenpeace

Gouvernements : Les Premières Nations, le gouvernement du Québec

Superficie totale de la forêt menacée dans la Vallée de la Broadback :
2,3 millions d'hectares (5,6 millions d'acres), forêt boréale

Superficie totale couverte par le plan cri de conservation du bassin versant de la Broadback :
2,1 millions d'hectares (5,2 millions d'acres)

Superficie totale de l'aire protégée (aire actuelle et aire demandée par les cris)
1,3 million d'hectares (3,2 millions d'acres)

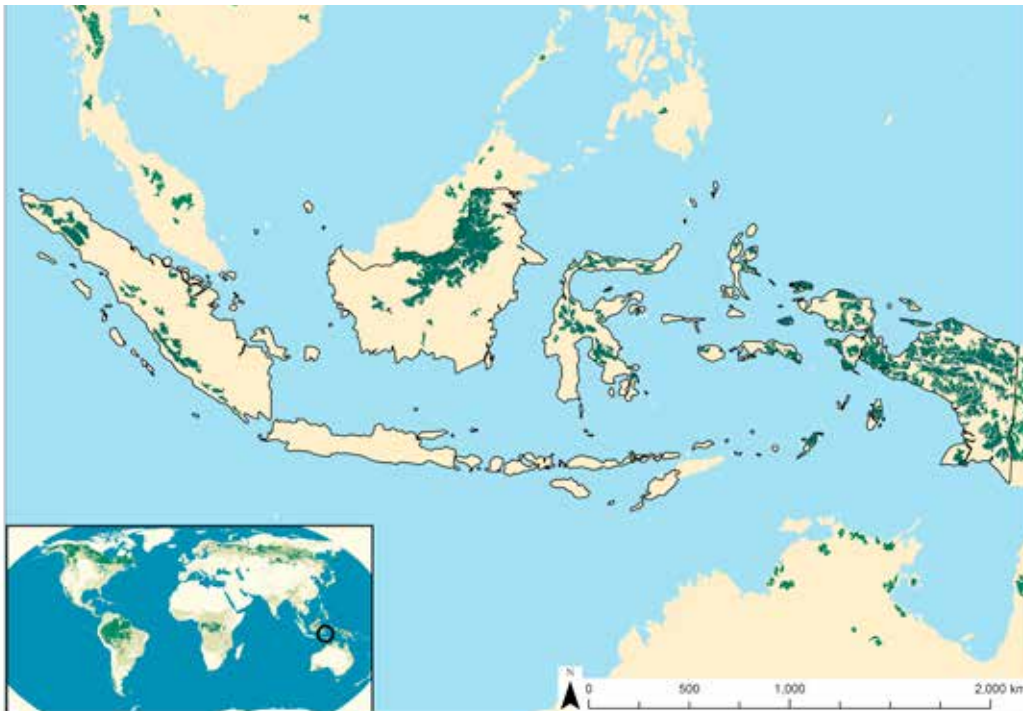
Solution : La mise en œuvre juridique du plan de conservation cri à l'échelle du bassin versant¹⁰

Prochaine étape : Suspension des opérations par les compagnies forestières dans la vallée de la Broadback



La Première Nation crie demande aussi votre appui immédiat, qui peut prendre de multiples formes. Nous vous invitons vivement à expédier une lettre au gouvernement du Québec, par la poste ou par courriel, et à manifester votre soutien dans ce dossier urgent en demandant d'interdire toute autre activité d'exploitation forestière dans la Vallée de la Broadback et de déployer immédiatement des efforts pour conserver ce territoire.

Au nom de la Première Nation crie et de notre communauté, nous remercions l'équipe de Greenpeace et nos bénévoles pour leur travail dans le cadre de cette initiative.



Sous les projecteurs : collaboration dans les forêts pluviales de l'Indonésie

Les plantations de palmiers à huile ont pris rapidement de l'expansion en Indonésie, au cours des deux dernières décennies. De grandes étendues de forêts pluviales naturelles ont donc été détruites, ainsi que des aires de tourbière essentielles. Cette déforestation a entraîné de forts taux d'émission de gaz à effet de serre¹¹.

À la suite d'une campagne internationale et des pressions exercées par les acheteurs d'huile de palme pour faire cesser la destruction des forêts et des tourbières, Golden Agri-Resources (GAR), le plus grand producteur de cette denrée en Indonésie, s'est engagé à mettre en place une politique ambitieuse de conservation des forêts afin de prévenir la déforestation dans le cadre de ses activités de production d'huile de palme¹². Cette politique prévoit la conservation des aires identifiées comme ayant une haute valeur pour la conservation (HVC) et des tourbières, peu importe leur profondeur, et la non-exploitation des aires riches en carbone (ARC).

L'identification d'ARC est un processus compliqué et GAR a travaillé en étroite collaboration avec The Forest Trust (TFT), un groupe-conseil international du domaine de la foresterie, et Greenpeace pour élaborer une solide méthodologie d'identification¹³. GAR travaille à la mise en service de sa politique de conservation des forêts, en collaboration avec les communautés et les gouvernements locaux, pour conserver des aires forestières dans toutes les concessions qu'elle développe présentement, en commençant par PT Kartika Prima (KPC) au Kalimantan occidental. De portée mondiale, sa politique sera également mise en œuvre dans d'autres exploitations qu'elle possède au Liberia. Si elle est mise en œuvre et génère des résultats positifs, cette politique constituera un bon exemple de ce qui peut être fait dans le domaine de l'exploitation de l'huile de palme en Afrique.



Enjeux : La déforestation, la perte d'habitats pour les espèces en voie de disparition, de fortes émissions de gaz à effet de serre

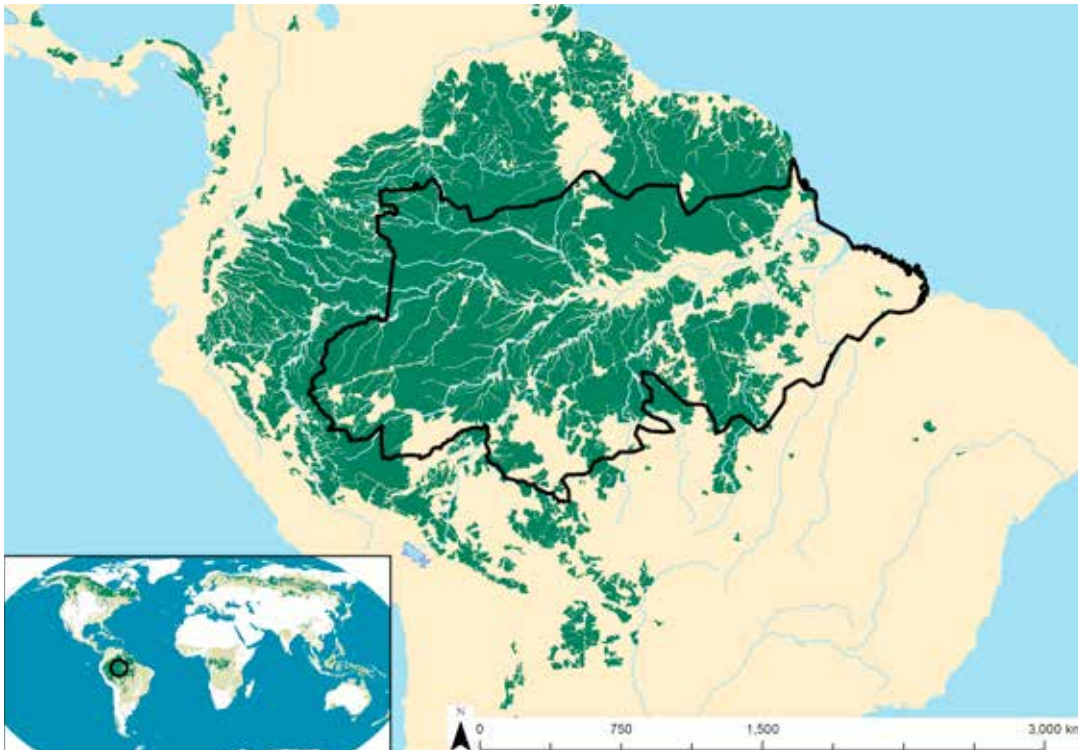
Collaborateurs : Greenpeace, le producteur d'huile de palme Golden Agri-Resources et autres instances

Aire : La forêt pluviale d'Indonésie

Sous les projecteurs : collaboration dans la forêt amazonienne, au Brésil

Il y a une décennie, une demande internationale croissante pour le soja a incité les agriculteurs à déboiser davantage la forêt amazonienne pour augmenter la superficie de culture de cette denrée¹⁴. En 2006, Greenpeace a publié une étude portant sur la chaîne d'approvisionnement en soja des grandes entreprises alimentaires internationales, établissant un lien entre ces sociétés et la destruction de la forêt pluviale amazonienne à des fins de production de soja¹⁵. Motivées par la volonté de se distancer d'un produit non durable, les multinationales chefs de file, y compris McDonald's, se sont jointes à nous pour propulser la création d'une alliance de producteurs alimentaires, de supermarchés et de chaînes de restauration rapide et autres organisations de la société civile, dont Greenpeace, avec pour objectif d'exiger une solution et d'en assurer la mise en œuvre.

Réagissant à la pression de la clientèle qui s'est ensuivie, les plus importants commerçants de soja en activité au Brésil ont annoncé un moratoire sur les activités de déforestation, lequel est entré en vigueur en juillet 2006. Cette initiative a grandement contribué à réduire la déforestation liée à la production de soja en Amazonie^{16,17}.



De réelles percées ont été réalisées grâce à cette collaboration, comme la création d'un système de surveillance utilisant l'imagerie par satellite en temps presque réel, des survols par avion et des visites sur le terrain qui permettent aux commerçants de soja d'identifier les propriétés qui ne respectent pas le moratoire et de les retirer de la liste de fournisseurs. Le moratoire et la collaboration sont toujours en vigueur puisqu'aucune solution permanente n'a été mise en place pour stopper la déforestation liée à la culture du soja¹⁸.

Enjeu : La déforestation causée par la culture du soja

Collaborateurs : Greenpeace, l'Association brésilienne des industries d'huile végétale (ABIOVE), des partenaires de la société civile et d'organisations environnementales, le ministère brésilien de l'Environnement

Aire : Le biome amazonien, au Brésil



Le rôle des leaders du marché dans la résolution des conflits liés à l'exploitation des forêts

Les acheteurs de produits forestiers ont été et sont toujours un catalyseur et jouent un rôle important dans la mise sur pied de collaborations entre Greenpeace et les entreprises d'exploitation forestière. Greenpeace invite cette clientèle à élaborer des politiques d'approvisionnement exhaustives qui assurent la santé des forêts à long terme et qui récompensent les forestières avant-gardistes pour leurs efforts de conservation.

Voici deux cas qui illustrent de bons exemples de leaders sur les marchés internationaux :



Exemple #1 - Office Depot

Une transparence et un leadership aux retombées positives

Office Depot est un chef de file au chapitre du soutien à la mise en place d'un approvisionnement de produits forestiers responsable. L'entreprise a mérité ce titre grâce à l'adoption d'une politique d'approvisionnement musclée et aux liens directs qu'elle entretient avec les fournisseurs actuels et potentiels.

Mise à jour en 2013, la politique d'Office Depot en matière de produits de papier établit des mesures claires concernant les pratiques acceptables, reconnaît l'importance du leadership en maximisant son approvisionnement en papier « plus vert » et s'engage à rendre des comptes de façon transparente sur les progrès accomplis¹⁹.

« Office Depot s'est dotée d'une politique environnementale globale qui l'amène à acheter plus vert, à être plus verte et à vendre des produits plus verts. Dans le volet « acheter plus vert » de cette politique, nous nous engageons à nous approvisionner en produits de papier qui réduisent notre impact sur les forêts du monde, ainsi qu'à les utiliser et les vendre... Nous demeurons déterminés à utiliser des fibres recyclées, à soutenir le système de certification en foresterie responsable, avec une préférence pour les fibres certifiées Forest Stewardship Council® (FSC), à améliorer la transparence concernant la chaîne d'approvisionnement et à encourager la croissance des marchés pour des produits de papier plus verts.



Nous demeurons déterminés à ne pas acheter de produits de papier provenant de : sources illégales; de forêts subissant des transformations à des fins non forestières; de forêts à haute valeur pour la conservation (à moins d'être certifiées FSC ou en voie de l'être); d'arbres génétiquement modifiés ou transgéniques; ou, selon des faits documentés, de forêts récoltées à des fins qui nuisent aux droits de la personne ou des travailleurs.» – Politiques d'Office Depot en matière d'achat de produits de papier plus verts, février 2013

De plus, Office Depot prend part à des initiatives de conservation. Notamment, l'entreprise a récemment participé, en compagnie de deux douzaines d'autres acheteurs, à la table ronde sur la forêt pluviale du Grand Ours, organisée par Greenpeace et ses partenaires en juin 2013²⁰.

En plus de mettre en place les politiques claires, mesurables et assorties d'un échéancier précis, les acheteurs chefs de file en font davantage. Ils reconnaissent les moments clés dans les conflits et les collaborations liées à l'exploitation forestière et utilisent cette information pour établir avec précision les attentes et les résultats ciblés. Cette démarche, à son tour, nourrit la volonté des parties de collaborer pour articuler des changements que les gouvernements peuvent mettre en œuvre sur le terrain.



Exemple #2 – Kimberly-Clark

Un leadership qui mène à l'action

En 2009, Kimberly-Clark s'est assis avec Greenpeace pour discuter et résoudre des questions en suspens depuis longtemps. À la suite de ces discussions qui ont porté fruit, une politique très musclée a été élaborée par un des trois plus importants fabricants de papier tissu au monde²¹. Selon cette politique, l'entreprise s'engage à ne pas utiliser de fibres qui proviennent des aires forestières les plus écologiquement fragiles au monde, y compris les forêts menacées et les forêts à haute valeur pour la conservation (HVC) (aires cartographiées comme étant des zones de récolte interdite). De plus, l'entreprise s'engage à soutenir les initiatives visant à déterminer et à cartographier ces aires.

Plus récemment et conformément à l'engagement qu'elle a pris de favoriser une amélioration continue, Kimberly-Clark a annoncé en 2012 qu'elle vise à réduire son impact sur les forêts naturelles. En changeant ses procédés pour n'utiliser que des pâtes provenant de sources non forestières dans la fabrication de ses produits de tissu, l'entreprise espère réduire son impact sur les forêts naturelles de 50 % d'ici 2025²². Au lieu d'utiliser des pâtes provenant de forêts comme la forêt boréale canadienne ou la forêt pluviale du Grand Ours, l'entreprise utilisera d'autres sources d'approvisionnement, tel que le bois de plantation. En parallèle, elle travaille activement sur le développement de nouvelles sources d'approvisionnement, comme le bambou ou les résidus agricoles, à l'image de la paille de blé.

Conséquemment à cette politique, Kimberly-Clark a augmenté son utilisation de pâtes certifiées FSC de 13 % en 2008 à 52 % en 2012²³.

Principaux points de la politique de Kimberly-Clark :

- Éviter d'utiliser des fibres provenant des aires forestières les plus écologiquement fragiles de la planète : les forêts menacées et les forêts à haute valeur pour la conservation (HVC) cartographiées comme étant des zones de récolte interdite;
- Adopter des cibles pluriannuelles concernant l'acquisition de fibres recyclées ou certifiées Forest Stewardship Council (FSC);
- Mettre en place des exigences en matière d'établissement de rapports annuels;
- Choisir des fibres recyclées post-consommation au lieu de fibres recyclées pré-consommation;
- Interdire l'utilisation de bois dont la production entraîne des conflits ou des fibres illégalement récoltées; et
- Soutenir des initiatives visant à identifier et à cartographier les forêts menacées et les aires de HVC, et utiliser davantage les fibres recyclées.

Dès le départ, Kimberly-Clark a joué un rôle catalyseur dans les efforts de Greenpeace et d'AV Terrace Bay pour trouver des solutions à long terme visant à protéger les forêts d'Ogoki-Kenogami. L'entreprise est un orateur important aux rencontres des leaders du marché, comme la table ronde sur la forêt pluviale du Grand Ours.

Loin des projecteurs :

TimberWest et Produits forestiers Résolu, des traînardes qui font entrave

A l'inverse des entreprises avec lesquelles Greenpeace collabore pour trouver des solutions aux questions touchant les forêts, il existe d'autres sociétés dont les actions menacent de miner ces solutions.



TimberWest

TimberWest, qui appartient à la BC Investment Management Company (BCIMC) et à l'Office d'investissement des régimes de pensions du secteur public (OIRPSP), est l'une d'elles. Elle mène des activités d'exploitation dans le secteur sud de la forêt pluviale du Grand Ours²⁴.

Depuis nombre d'années, TimberWest est réticente à soutenir les efforts et à travailler pour la mise en œuvre de l'Accord de la forêt du Grand Ours²⁵. En raison des plans et des pratiques d'exploitation forestière sur l'île Sonora et dans d'autres parties de la concession de TimberWest dans le secteur sud de la forêt pluviale du Grand Ours, les préoccupations se font croissantes concernant le respect, par cette entreprise, de la réglementation liée à la gestion écosystémique²⁶. Des courriers ont été adressés au directeur général de la compagnie, ainsi qu'aux sociétés-mères, la BCIMC et l'OIRPSP, pour trouver ensemble des solutions; aucun pas n'a été fait dans ce sens.

L'absence d'engagement et le manque de volonté de soutenir la mise en œuvre de l'Accord menacent le processus de recherche de solutions dans la forêt pluviale du Grand Ours et risquent de ternir la réputation des clients de TimberWest.

Enjeux : Les préoccupations concernant la mise en œuvre de la réglementation sur l'exploitation forestière et le manque d'appui à l'Accord de la forêt du Grand Ours

Collaborateur : Aucun

Aire : Le secteur sud de la forêt pluviale du Grand Ours, y compris l'île Sonora

Solution : La mise en place d'aires juridiquement protégées et une amélioration de la réglementation sur l'exploitation forestière fondée sur des données scientifiques indépendantes

Prochaine étape : Les clients de TimberWest exigent que l'entreprise soutienne activement la mise en œuvre de l'Accord

Produits forestiers Résolu

En tant que premier exploitant forestier de la forêt boréale canadienne, Produits forestiers Résolu (BNY/BT:RFP) se présente aux marchés comme une entreprise aux pratiques « durables ». Ce faisant, elle tente de répondre à la demande croissante de la clientèle, qui exige des produits forestiers durables²⁷. Toutefois, ce discours marketing perd de plus en plus de crédibilité, au fil des révélations qui confirment la présence de pratiques forestières destructrices, d'échecs au chapitre des collaborations avec les ONG, et d'infractions réglementaires²⁸.

Résolu exerce des activités et s'approvisionne dans des forêts menacées qui comptent parmi les dernières au Canada, y compris les forêts menacées des Montagnes Blanches au Québec, ainsi que la forêt menacée de Trout Lake-Caribou, en Ontario²⁹. Ces aires abritent l'habitat des hardes de caribou menacées, ainsi que de vastes réserves en carbone. Elles sont aussi d'une très haute valeur pour la conservation³⁰.

Bien que l'entreprise soit l'une des plus grandes sociétés d'exploitation certifiées FSC au monde, ses certificats FSC sont de plus en plus remis en question et suspendus, en raison de son non-respect des normes et de la politique FSC. À compter du 1er janvier 2014, la Rainforest Alliance, l'organisme de certification FSC, a suspendu trois des certificats de gestion forestière octroyés à la compagnie Produits forestiers Résolu par le FSC dans la zone boréale de l'Ontario et du Québec, en raison du non-respect des normes boréales nationales établies par le FSC³¹. Ces suspensions sont les résultats de manquements systématiques, notamment envers le troisième principe (Droits des peuples autochtones), le sixième principe (Impacts environnementaux) et le neuvième principe (Forêts de haute valeur pour la conservation). Les trois certificats couvraient une zone de huit millions d'hectares³². De plus, le 8 janvier 2014, la Rainforest Alliance, l'organisme qui certifie Résolu, a refusé la demande de l'entreprise d'élargir l'aire couverte par le certificat FSC portant sur la forêt Caribou, laquelle visait à inclure l'unité de gestion forestière de la rivière English, en Ontario.

D'autres Premières Nations continuent de contester les activités d'exploitation sur leurs territoires traditionnels qui sont menées sans leur consentement.³³

Au Québec, Résolu a écopé d'amendes s'élevant à plus d'un million de dollars pour des effractions réglementaires et la violation de la loi et de la réglementation forestières, au cours de la dernière décennie³⁴. En fait, l'entreprise a reçu plus d'amendes que toute autre compagnie forestière présente au Québec³⁵.

Au lieu de chercher de vraies solutions pour conserver les forêts qu'elle exploite et malgré une invitation permanente de Greenpeace à collaborer, Résolu a adopté une attitude d'opposition. Dans une tentative de détourner l'attention du public de ses activités et de réduire au silence ses critiques de plus en plus nombreux, l'entreprise a intenté une poursuite de sept millions de dollars contre Greenpeace et deux de ses employés, quelques jours après que sept organisations environnementales aient interrompu les discussions avec elle, en vertu de l'Entente sur la forêt boréale canadienne^{36, 37}.

Enjeux : La destruction des forêts menacées et de l'habitat du caribou, une espèce menacée. Des activités d'exploitation sans le consentement des communautés des Premières Nations

Collaborateur : Aucun à l'heure actuelle, mais nous restons ouverts à toute proposition

Aires prioritaires : La forêt Caribou, 1,6 million d'hectares (3,9 millions d'acres) et la forêt menacée des Montagnes Blanches, 2,3 millions d'hectares (5,7 millions d'acres)

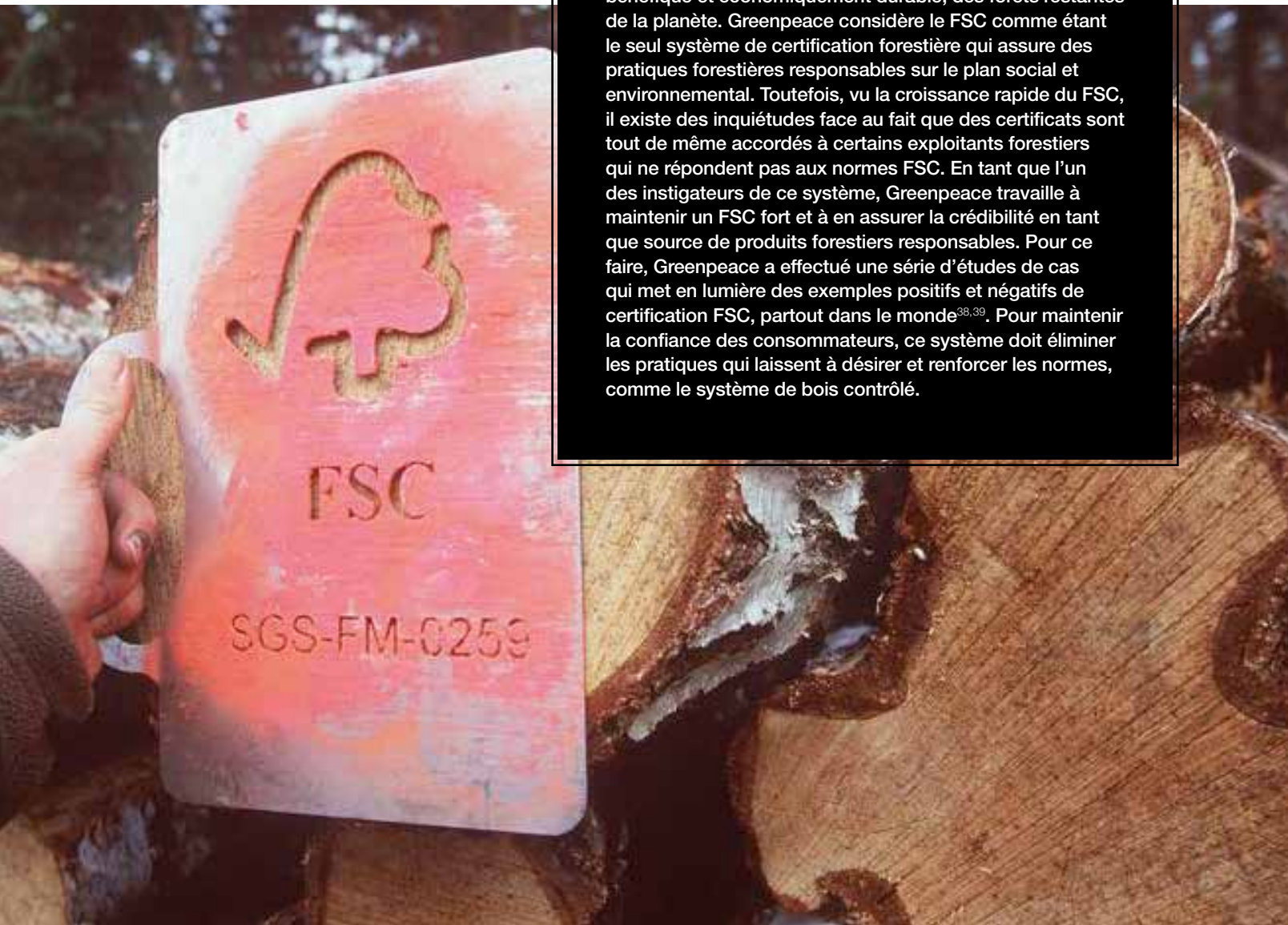
Solution : Une mise en place juridique d'aires protégées et une amélioration de la réglementation sur l'exploitation forestière fondée sur des données scientifiques indépendantes

Prochaine étape : Les acheteurs doivent exiger de Résolu la cessation immédiate de ses activités d'exploitation et d'approvisionnement dans les forêts menacées. Si votre fournisseur ne respecte pas ces normes, faites affaire avec des entreprises plus responsables



LE SCEAU D'APPROBATION VERT

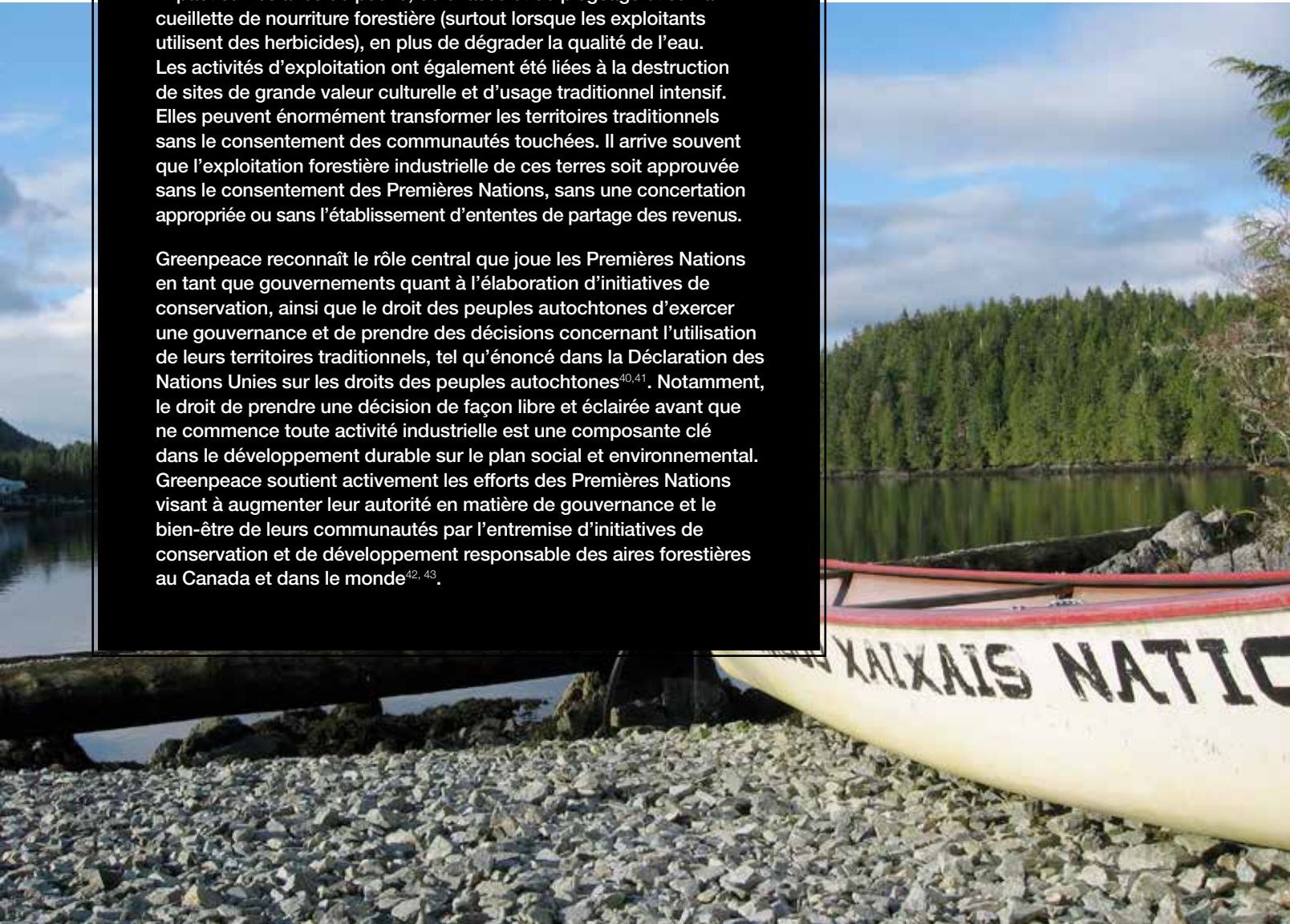
Le Forest Stewardship Council (FSC) est une organisation de certification qui a pour objectif d'appuyer une gestion appropriée sur le plan environnemental, socialement bénéfique et économiquement durable, des forêts restantes de la planète. Greenpeace considère le FSC comme étant le seul système de certification forestière qui assure des pratiques forestières responsables sur le plan social et environnemental. Toutefois, vu la croissance rapide du FSC, il existe des inquiétudes face au fait que des certificats sont tout de même accordés à certains exploitants forestiers qui ne répondent pas aux normes FSC. En tant que l'un des instigateurs de ce système, Greenpeace travaille à maintenir un FSC fort et à en assurer la crédibilité en tant que source de produits forestiers responsables. Pour ce faire, Greenpeace a effectué une série d'études de cas qui met en lumière des exemples positifs et négatifs de certification FSC, partout dans le monde^{38,39}. Pour maintenir la confiance des consommateurs, ce système doit éliminer les pratiques qui laissent à désirer et renforcer les normes, comme le système de bois contrôlé.



LES GARDIENS DU TERRITOIRE

Nombre de peuples et de communautés autochtones qui vivent dans les forêts du monde ont à cœur la santé et la résilience des territoires forestiers. L'exploitation forestière industrielle exerce un impact sur les aires de pêche, de chasse et de piégeage et sur la cueillette de nourriture forestière (surtout lorsque les exploitants utilisent des herbicides), en plus de dégrader la qualité de l'eau. Les activités d'exploitation ont également été liées à la destruction de sites de grande valeur culturelle et d'usage traditionnel intensif. Elles peuvent énormément transformer les territoires traditionnels sans le consentement des communautés touchées. Il arrive souvent que l'exploitation forestière industrielle de ces terres soit approuvée sans le consentement des Premières Nations, sans une concertation appropriée ou sans l'établissement d'ententes de partage des revenus.

Greenpeace reconnaît le rôle central que joue les Premières Nations en tant que gouvernements quant à l'élaboration d'initiatives de conservation, ainsi que le droit des peuples autochtones d'exercer une gouvernance et de prendre des décisions concernant l'utilisation de leurs territoires traditionnels, tel qu'énoncé dans la Déclaration des Nations Unies sur les droits des peuples autochtones^{40,41}. Notamment, le droit de prendre une décision de façon libre et éclairée avant que ne commence toute activité industrielle est une composante clé dans le développement durable sur le plan social et environnemental. Greenpeace soutient activement les efforts des Premières Nations visant à augmenter leur autorité en matière de gouvernance et le bien-être de leurs communautés par l'entremise d'initiatives de conservation et de développement responsable des aires forestières au Canada et dans le monde^{42, 43}.



Conclusion : Des chefs de file au 21e siècle

À la lumière des menaces qui pèsent sur les forêts de la planète, la mise en place immédiate de mesures de protection et d'une planification de la conservation fondées sur des pratiques scientifiques s'avère essentielle pour rétablir l'équilibre et la résilience des espèces sauvages, de la biodiversité et des écosystèmes menacés. Ce besoin d'ordre écologique concorde avec la demande croissante des consommateurs et du marché pour des produits du bois « plus verts ».

Dans ce contexte de demande croissante, des entreprises chefs de file se sont levées dans l'intention de créer des mécanismes de protection des forêts crédibles fondés sur des pratiques scientifiques. Greenpeace collabore avec nombre de ces chefs de file dans les aires forestières du monde entier, comme la forêt pluviale du Grand Ours, la forêt amazonienne du Brésil, les forêts d'Indonésie et les forêts d'Ogoki-Kenogami, en vue de créer de réels changements, dans des délais sensés. Avec ces instances, nous travaillons selon l'information que nous révèle la science et nous faisons ce qu'il faut pour l'écologie des forêts tout en soutenant la santé des communautés et des économies forestières durables entérinées par les marchés. Cette collaboration est donc mutuellement bénéfique.

Nous encourageons les compagnies forestières et leurs clients à se joindre à nous et à participer à l'élaboration de solutions qui génèrent de vrais actifs pour les marchés, maintenant et dans l'avenir.



Notes de bas de page

- 1 International Boreal Conservation Science Panel, Conserving the World's Last Great Forest is Possible: Here's How, juillet 2013, <http://borealscience.org/wp-content/uploads/2013/07/conserving-last-great-forests1.pdf>
- 2 World Resources Institute, First Scientific Assessment of Condition of World's Forests Shows Much More Than Tropical Forests At Risk, 1997.
- 3 Greenpeace, Alerte boréale, janvier 2013, <http://www.greenpeace.org/canada/alerteboreale/>
- 4 Coast Information Team, Ecosystem-Based Management Handbook, 22 mars 2004, <http://www.citbc.org/ebmplan.html>
- 5 Ibid.
- 6 Ibid.
- 7 FSC Canada, Forest Management certificate, KF-FM/COC-001047, <http://info.fsc.org/Detail?id=a0240000005sgX4AAI>
- 8 Pojar J., Unfinished Business in Great Bear Rainforest, The Tyee, 23 novembre 2012, <http://thetyee.ca/Opinion/2012/11/23/Great-Bear-Rainforest-Agreements/>
- 9 Global Forest Watch Canada, Conservation Value Mapping of Canada's Boreal Forest, 2010.
- 10 Grand conseil des Cris (Eeyou Istchee), Plan de conservation du bassin versant Broadback, avril 2013, http://stream1.newswire.ca/media/2013/04/10/20130410_C3976_DOC_FR_25382.pdf
- 11 Friends of the Earth, Driving deforestation: The environmental and social ills of palm oil production, http://libcloud.s3.amazonaws.com/93/ee/f/2556/Issue_brief_-_Palm_oil.pdf
- 12 Golden Agri-Resources, Forest Conservation Policy, 9 février 2011, <http://www.goldenagri.com.sg/110209%20Golden%20Agri-Resources%20Initiates%20Industry%20Engagement%20for%20Forest%20Conservation.pdf>
- 13 Golden Agri-Resources & SMART, High Carbon Stock Forest Study Report, juin 2012, http://www.goldenagri.com.sg/pdfs/misc/High_Carbon_Stock_Forest_Study_Report.pdf
- 14 Nepstad, Stickler, Almeida, Globalization of the Amazon Soy and Beef Industries: Opportunities for Conservation, Conservation Biology, 2006, <http://onlinelibrary.wiley.com/doi/10.1111/j.1523-1739.2006.00510.x/abstract;jsessionid=5E2C82F748817D683564EA6715BE20F7.d02t04?deniedAccessCustomisedMessage=&userIsAuthenticated=false>
- 15 Greenpeace, Eating Up The Amazon, 6 avril 2006, <http://www.greenpeace.org/usa/en/news-and-blogs/news/undercover-investigation-revea/>
- 16 Sustainability, Remote Sensing Images to Detect Soy Plantations in the Amazon Biome—The Soy Moratorium Initiative, vol. 4, numéro 5, 2012, http://econpapers.repec.org/article/gamjsusta/v_3a4_3ay_3a2012_3ai_3a5_3ap_3a1074-1088_3ad_3a17921.htm
- 17 DW, Brazil Takes Soy Lead with Respect to Rainforest, 25 janvier 2013, <http://www.dw.de/brazil-to-take-soy-lead-with-respect-for-rainforest/a-16547231>
- 18 ABIOVE, Soy Moratorium was renewed through January 31, 2014, <http://www.mvo.nl/Portals/0/publicaties/Magazine/2012/17/02%20press%20release%20ABIOVE.pdf>
- 19 Office Depot, Greener Purchasing Policy for Paper Products, <http://officedepotcitizenship.com/purchasingPolicy.html>
- 20 Greenpeace, From the Ground Up: A progress report on British Columbia's Great Bear Rainforest, <http://www.greenpeace.org/canada/en/Blog/from-the-ground-up-a-progress-report-on-briti/blog/45719/>
- 21 Kimberly-Clark, Fibre Procurement Policy, 30 juin 2009, <http://forestfriendly500.org/files/KCFinalPolicyandAnnex.pdf>
- 22 Kimberly-Clark, Kimberly-Clark Announces Ambitious Sustainable Development Goal for Forest Use, 18 juin 2012, <http://investor.kimberly-clark.com/releasedetail.cfm?ReleaseID=683471>
- 23 Kimberly-Clark, Leading the World in Essentials for a Better Life, 2012 Sustainability Report, <http://investor.kimberly-clark.com/releasedetail.cfm?ReleaseID=683471>
- 24 TimberWest, Operations Map, <http://www.timberwest.com/timberland-operations/operations-map.aspx>
- 25 ForestEthics, Greenpeace, Sierra Club BC, TimberWest logging threatens Great Bear Rainforest Solution, 28 juin 2011, http://www.savethegreatbear.org/news/detail/timberwest_logging_threatens_great_bear_rainforest_solution
- 26 Island Tides, Last Stands Don't Count, 11 avril 2013, http://www.islandtides.com/assets/reprint/forests_20130411.pdf
- 27 Resolute Forest Products, 2011 Sustainability Report, novembre 2012, <http://www.resolutefp.com/Sustainability/>
- 28 Greenpeace, Des promesses à la réalité : Le développement (non) durable de Résolu, 14 mai 2013, <http://www.greenpeace.org/canada/resolunondurable/>
- 29 Greenpeace, Alerte boréale, janvier 2013, <http://www.greenpeace.org/canada/alerteboreale/>
- 30 International Boreal Conservation Science Panel, Conserving the World's Last Great Forest is Possible: Here's How, juillet 2013, <http://borealscience.org/wp-content/uploads/2013/07/conserving-last-great-forests1.pdf>
- 31 <https://ic.fsc.org/newsroom.9.605.htm>
- 32 Forêt Mistassini-Peribonka: 2.5 millions d'hectares. Forêt Lac St. Jean: 3.2 millions d'hectares. Forêt Black Spruce/Dog River Matawin: 2.4 millions d'hectares
- 33 Straight Goods News, Grassy Narrows blockade ten years later <http://sgnews.ca/2012/12/10/grassy-narrows-blockade-ten-years-later/>.
- 34 Infractions à la Loi sur les forêts, <http://www.greenpeace.org/canada/Global/canada/report/2013/05/infractions-a-la-loi-sur-les-forets.pdf>
- 35 Idem
- 36 Toronto Star, Quebec forestry company suing Greenpeace for \$7 million, 24 juin 2013, http://www.thestar.com/news/canada/2013/06/24/quebec_forestry_company_suing_greenpeace_for_7_million.html
- 37 Communiqué de presse, Environmental groups suspend further work with Resolute Forest Products under Canadian Boreal Forest Agreement, 21 mai 2013, <http://www.newswire.ca/en/story/1168947/environmental-groups-suspend-further-work-with-resolute-forest-products-under-canadian-boreal-forest-agreement>
- 38 Greenpeace, FSC at Work, Canada: FSC-Certified Forest Management that Customers Expect, 28 juin 2013, http://www.greenpeace.org/canada/Global/canada/report/2013/06/FSC_at_work.pdf
- 39 Greenpeace, FSC at Risk, Canada's Resolute Forest Products: Opening FSC to controversial 'controlled wood' sources, 29 août 2013, <http://www.greenpeace.org/canada/Global/canada/report/2013/08/FSCatRisk-CanadasResoluteForestProducts.pdf>
- 40 « Greenpeace supports the aboriginal title and rights of First Nations to inclusion and decision-making power... », <http://www.greenpeace.org/canada/en/campaigns/forests/greatbear/Resources/Fact-sheets/Threats-Fish-farms/Greenpeace-supports-First-Nations/>
- 41 Déclaration des Nations Unies sur les droits des peuples autochtones, http://www.un.org/esa/socdev/unpfii/documents/DRIPS_fr.pdf
- 42 Forest Solutions – Great Bear Rainforest, www.greenpeace.org/gbr
- 43 22 août 2013. More than one million Ontarians call for an end to unwanted logging in Grassy Narrows, <http://www.greenpeace.org/canada/en/Blog/more-than-one-million-ontarians-call-for-an-e/blog/46338/>

www.greenpeace.ca

Greenpeace Canada

454 rue Laurier Est, 3e étage, Montréal (Québec) H2J 1E7

33 Cecil Street, Toronto, Ontario, M5T 1N1

1726 Commercial Drive, Vancouver, Colombie-Britannique, V5N 4A3

8617 104 Street NW, Edmonton, Alberta, T6E 4G6

1 800 320-7183

GREENPEACE